

**NOURREDINE SAÂDI :**

# «Une onde de choc est partie de Tunisie»

**Constitutionnaliste et politologue, Nourredine Saâdi tient les deux instruments qui permettent de comprendre les mécanismes de révolte déclenchés dans le monde arabe à partir de Tunisie. Ecrivain, il a en outre beaucoup voyagé dans ces pays dont il observe l'évolution depuis de longues années.**

Entretien réalisé par  
Arezki Metref

**Le Soir d'Algérie : Y a-t-il eu des signes avant-coureurs de la révolution tunisienne qui démentent la thèse du coup de tonnerre dans un ciel serein et que peu d'observateurs auraient vu ?**

**Nourredine Saâdi :** Certes, le «coup de tonnerre» aura été cette divine surprise qu'a été la fuite de Ben Ali dans la soirée du 14 janvier. Le lendemain, beaucoup de Tunisiens n'y croyaient pas encore tant ce fut inattendu. Il n'y a qu'à suivre les lamentables contritions et mea-culpa de Sarkozy et du gouvernement français pour mesurer combien ce fut un événement inédit. Si l'on reprend la chronologie des faits, on observera cependant que depuis l'acte inaugural, sa violence, sa symbolique, qu'a été l'immolation par le feu du jeune Bouazizi à Sidi Bouzid, on a assisté à la transformation des émeutes en soulèvement, des manifestations généralisées à tout le pays à la mobilisation de forces syndicales, la base de l'UGTT et j'insiste sur le fait que ce furent les instances régionales de base, l'entrée de nombreuses associations de la société civile et particulièrement la Ligue des droits de l'homme, les associations de femmes, les avocats, les artistes, etc.

Ce que l'on appelle, faute de mieux, les couches moyennes et une partie de la bourgeoisie se sont joints au mouvement populaire qui culmina après le décès de Bouazizi le 4 janvier.

La haine accumulée contre le régime prédateur et dictatorial, la corruption de sa famille et de son clan étaient telles que la révolte s'est transformée en révolution, c'est-à-dire une rupture radicale avec le régime. L'armée, qui est dans un statut assez spécifique en Tunisie par

rapport à d'autres pays arabes, a joué un rôle important en refusant de tirer sur le peuple et, fort certainement, le limogeage par Ben Ali du chef d'état-major a contribué à la fin du système. L'on dit que les Américains auraient joué dans ce sens. C'est fort probable, car dès le 7 janvier, l'ambassadeur tunisien à Washington a été convoqué pour lui signifier la condamnation de la répression, mais les interventions extérieures n'ont pas été essentielles je crois. En effet, il faut revenir à de plus lointaines antécédences explicatives, car un tel bouleversement ne peut relever d'une génération spontanée. Il faut d'abord rappeler que sous la chape de plomb, la machine de répression, la surveillance et l'encadrement par le parti officiel, le RCD, de plus de 2 millions de membres, dans un pays de 10 millions d'habitants, le clientélisme, la gangrène de la corruption, il y a eu de courageuses résistances constantes d'intellectuels, même peu nombreux, des jacqueries et révoltes ont souvent éclaté dans les régions intérieures et surtout en 2008 la grève et la révolte à Gafsa et l'impitoyable répression, ont sonné le tocsin.

Mais plus profondément, c'est l'humiliation et la haine vis-à-vis des Trabelsi et de la «famille», qui avaient mis le pays en coupe réglée, qui expliquent ce ras-le-bol. Il est évident que les conditions économiques et sociales ont été essentielles. Ce qu'on a appelé le miracle économique tunisien a fini dans la crise : montée du chômage chez les jeunes diplômés, envolée des prix et détérioration des conditions de vie qui ont atteint même les classes moyennes qui avaient bénéficié du système. Bien sûr, la crise du système capitaliste mondial, notamment la brusque hausse des produits alimentaires, joue un rôle non négligeable. Mais on doit revenir également à une histoire plus longue de la Tunisie : je pense au fait que très tôt la nation s'est



Photo : DR

constituée par l'autonomie du bey de Tunis par rapport à l'empire ottoman ; aux réformes importantes de Kheir Eddine ; au mouvement national dans le Destour et bien sûr, bien qu'il n'ait pas été le démocrate dont on veut aujourd'hui réhabiliter l'image, à l'action de Bourguiba et particulièrement le statut émancipateur des femmes, la sécularisation de la société, la scolarisation massive et tous les éléments de modernisation de la Tunisie.

Lors d'un débat récent tenu à Paris, sur la situation en Tunisie, un universitaire a avancé l'idée que le régime de Ben Ali n'aura été qu'une parenthèse dans l'histoire contemporaine de la Tunisie. Je pense qu'il l'aura marquée en négatif mais que, sa fin par une révolution populaire, qui n'a été ni conçue ni préparée, par une élite ou des partis politiques, inaugure de nouvelles possibilités historiques car c'est la première révolution démocratique dans le monde arabe

conduite pacifiquement et par la rue. C'est pourquoi je suis irrité par ce qualificatif de «Révolution de jasmin» lancé par la presse occidentale. Les manifestants ne portent pas de jasmin ! C'est encore le cliché et la folklorisation orientaliste et touristique... Sidi Boussaid, etc. Il s'agirait plutôt symboliquement de jasmin brûlé... L'immolation par le feu... Près d'une centaine de morts...

Cela dit, ce ne sont que quelques réflexions hâtives et ce sera certainement avec le recul historique que l'on analyserait plus profondément les raisons de cette révolution, encore en cours et dont on ne connaît encore pas les aboutissements. Il faut éviter le principe monoréducteur, car une seule cause ne peut expliquer un événement d'une telle ampleur, aussi bien pour la Tunisie que pour le monde arabe.

**Depuis qu'elle a chassé Ben Ali, la rue tunisienne est devenue un exemple**

**pour le monde arabe. Dans quelle mesure le bouleversement politique, et peut-être institutionnel entraîné par la révolte des Tunisiens, recèle-t-il une exemplarité pratique pour d'autres pays arabes ?**

Exemplarité, oui. Les manifestations en cours dans des pays arabes défilent avec des drapeaux tunisiens. C'est tout un symbole ! A Alger, samedi dernier, en Égypte depuis hier, en Jordanie, la semaine dernière et ce matin la presse, rapportant la grande manifestation hier à Sanna, au Yémen, reprend le slogan clamé dans la rue : «En Tunisie, il est parti au bout de 20 ans ; chez nous, il est encore là après 30 ans !» Mais je n'aime pas le mot de «contagion» utilisé par la presse occidentale. Il traduit la crainte inconsciente des pays occidentaux ! C'est assurément une onde de choc, mais qu'il faut rapporter aux conditions propres et à l'histoire de chacun des pays. D'ailleurs, l'écho va plus loin que dans les pays arabes. Un opposant à Bongo, André Mba Obame, au Gabon, et qui lutte contre les fraudes aux dernières élections, s'est référé à la Tunisie pour légitimer son combat ! Exemple d'autant que cela intervient dans un horizon d'attente dans des pays où l'on retrouve, par-delà les particularités de chacun, les mêmes ingrédients d'autoritarisme, de clientélisme, de corruption et de malvie, de chômage, de détérioration des conditions de vie des plus pauvres face à l'enrichissement des couches et clans liés aux pouvoirs.

Une situation de crise profonde qui pourrait tout à fait s'illustrer par la définition de Lénine : «Il y a une crise quand ceux d'en-bas ne veulent plus et ceux d'en-haut ne peuvent plus.» L'exemple également, et malheureusement, que cette vague tragique d'immolations... Algérie, Maroc, Égypte, Mauritanie, Yémen... Signe de la désespérance...

Publicité



**INSIM lance en alternance en PMD (Programme de moyenne durée) et PLD (programme de longue durée) trois (3) formations :**

**- Métier de Consultant (8 x 2 jours) - Métier de Manager (6 x 3 jours)  
- Passage de la secrétaire à l'assistante (4 x 3 jours)**

**Pour des soucis d'efficacité pédagogique, le nombre de participants ne dépasse pas 20 personnes par session**

Les méthodes pédagogiques utilisées dans ces formations sont interactives et favorisant la fonction action, appuyées par des actions sur le terrain

Les entreprises ou les personnes physiques intéressées sont priées de nous contacter à l'adresse suivante :  
**Tél/Fax : 021 54 48 21**  
**Email : insim.conseil@yahoo.fr**  
**contact@insim-conseil.com.**